

Contre le racisme venu d'en haut, l'union des travailleurs fait la force !

Qu'un Noir, Bally Bagayoko, soit élu maire d'une ville de plus de 100 000 habitants, Saint-Denis (93), parmi les plus pauvres de France (37 % des habitants sous le seuil de pauvreté...), et voilà que des égouts de l'extrême droite médiatique ressurgissent des tombereaux de merde raciste. « Famille des grands singes », « mâle dominant », « tribu primitive » : ce n'est pas des immigrés ou de leurs descendants français – eh oui, français ! – qu'ils parlent, c'est de leurs fantasmes réactionnaires de domination de la planète.

L'« élite » capitaliste, voilà la vraie racaille...

De prétendus « philosophes » de plateau et soi-disant « journalistes » se prennent pour des « rebelles », mais ils n'ont jamais vécu autrement qu'en larbins des riches. Ils jouent sur CNews aux porte-paroles du « bon peuple bien français », mais ils touchent pour leurs bons et loyaux services leur part de ce qui nous est extorqué par l'exploitation capitaliste. Ces minables expriment en fait la trouille de leur classe : la bourgeoisie.

Dans un passé pas si lointain, une majorité dans la classe capitaliste affectait d'être libérale, bien élevée, tolérante – le Macron en campagne au printemps 2017. Mais depuis une grosse décennie, trop de crises (climatique, économique, du vivant, des ressources, etc.) bouchent l'horizon. Alors le naturel revient au galop – tel Macron se révélant, une fois élu, brutal, fan de Pétain et de blagues racistes.

Tout ce qui dénonce les oppressions est dénigré sous le label de « wokisme », tandis que l'écrivain raté Renaud Camus et son « grand remplacement » sont adulés par une fraction grandissante des classes dominantes.

... et Trump est son prophète

Aux États-Unis, les Elon Musk et autres Peter Thiel, milliardaire catholique intégriste et grand patron de la tech, ont porté Trump au pouvoir avec la mission de réaffirmer par tous les moyens l'hégémonie mondiale de l'impérialisme américain.

D'où les bombardements sur l'Iran, ciblant maintenant non plus des bases militaires, mais les hôpitaux, les ponts, les centrales électriques... Trump a promis de le « ramener à l'âge de pierre ». Le voilà l'homme des cavernes, mâle en mal de domination !

Lui et les milliardaires dont il est le représentant comptent bien nous faire payer leurs guerres, en faisant bondir les prix du pétrole et du gaz, c'est-à-dire la matière première de la majorité des produits industriels, sans parler du carburant de nos voitures.

L'unité de la classe ouvrière mondiale, voilà l'issue

Pour y parvenir, il leur faut renforcer le racisme par tous les moyens. Ce sont les rafles de l'ICE, la police anti-immigration militarisée de Trump, aux États-Unis. Chez nous, c'est la chasse aux sans-papiers, ces collègues de travail sans qui l'économie ne pourrait tourner, mais à qui les flics font raser les murs pour que les patrons les exploitent plus facilement. C'est aussi la campagne venimeuse qui prétend démasquer des « terroristes » derrière les soutiens du peuple palestinien.

Heureusement, nous sommes nombreux à refuser de tomber dans la division raciste dont le but ultime est de nous empêcher, nous travailleurs, d'unir nos forces. Le dernier week-end de mars, des centaines de milliers de Britanniques ont manifesté contre le racisme, tandis que 8 millions d'Américains défilaient contre Trump. Samedi 4 avril à Saint-Denis, nous étions des milliers à dire non au racisme. Ces manifestations montrent que l'issue est dans l'action collective.

Nous ne pourrions nous prémunir des crises qu'en les faisant payer aux responsables : les capitalistes. Il n'y aura pas de remède efficace à l'inflation sans grèves pour l'augmentation des salaires. Chaque hausse du gazole, des loyers ou de la nourriture doit être répercutée sur nos salaires et nos pensions ! Victorieux, nous ferons en retour reculer le racisme. Nous redonnerons tout son sens au vieux mot d'ordre
« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! »

Un oubli malencontreux

Dans la foire aux questions sur le nouveau référentiel gestion du temps de travail (GTT) que le service des ressources humaines nous a mis à disposition, à la question « *les trois semaines consécutives de congés sont-elles obligatoires ?* », le document stipule que « *si nous souhaitons fractionner, nous le pouvons* ». C'est bien vrai, mais en tournant la question de cette manière, la direction oublie de mentionner que les trois semaines consécutives sont un droit légal qui ne peut pas nous être refusé.

Travailler plus pour ne rien gagner

La direction se félicite que le retard de frappe de plus de 25 000 courriers est en train d'être résorbé grâce aux heures supplémentaires. Voilà qui est tout à fait sympathique de sa part quand des secrétaires se battent depuis plusieurs mois pour que leurs heures supplémentaires soient comptabilisées par leurs cadres. C'est d'autant plus cynique que la direction a annoncé ne pas vouloir rémunérer les heures supplémentaires des secrétaires en les privant d'accès aux plateformes Hublo.

Il faut serrer les dents

Préoccupée par la prise en charge des patients, la direction a annoncé la fermeture de trois à quatre lits en soins palliatifs. Le service a pourtant connu des périodes de surcharge, ce qui a pour conséquence que des patients ne peuvent pas y être transférés et restent dans les services d'hospitalisation. Pour faire semblant de proposer quelque chose, la direction prévoit l'ouverture de lits de soins palliatifs dans des services courants. Mais comme il n'y a pas d'obligation d'embauche, la charge supplémentaire de travail sera pour les équipes concernées ou pour l'équipe mobile.

Projet de loi anti-fraude : la chasse aux pauvres continue

L'Assemblée nationale a adopté un amendement du Rassemblement national durcissant les sanctions contre la fraude aux prestations sociales. L'amendement prévoit notamment la suspension des allocations chômage en cas de suspicion sérieuse, voire la suppression de toutes les prestations sociales en cas de récidive. Par contre, les mêmes députés ont rejeté les propositions venues de gauche contre la fraude fiscale des entreprises et des particuliers fortunés. Toute une philosophie de classe.

Autoroutes : une plainte collective contre les sociétés concessionnaires

Un avocat et une plateforme en ligne ont lancé une plainte collective devant le Conseil d'État contre les hausses des tarifs des péages des sociétés concessionnaires d'autoroutes. Les autoroutes publiques ont été concédées au secteur privé, d'abord sous le gouvernement de gauche de Lionel Jospin en 2002, puis finalisé sous celui de droite de Dominique de Villepin en 2006. Depuis lors, les sociétés concessionnaires se font leur beurre. On estime que sur chaque 100 euros qu'elles perçoivent, 33 euros partent directement dans la poche des actionnaires... L'action collective vise à faire rembourser aux automobilistes une partie des fabuleux profits accumulés.

Et à quand l'autoroute sans péage ?

Contre la loi Yadan

Une pétition appelant les députés à voter contre le projet de loi présenté par Caroline Yadan a déjà recueilli plus de 200 000 signatures sur le site de l'Assemblée nationale. Si le texte est destiné officiellement à « *lutter contre les formes renouvelées de l'antisémitisme* » il vise en réalité à faire un amalgame malhonnête entre la haine contre les Juifs et l'opposition à la politique génocidaire de l'État sioniste. Un projet de loi liberticide, visant à justifier une politique colonialiste et raciste à l'encontre du peuple palestinien.

Une bonne occasion de rappeler que, si l'antisémitisme est un crime, l'antisionisme est un devoir.

À Pâques les chocolatiers font leur beurre... de cacao

Au moment de Pâques, les achats de chocolat s'envolent. L'Union fédérale des consommateurs-Que Choisir a constaté une hausse moyenne de 4 % du prix des chocolats par rapport à la même date de l'an dernier, alors que le prix du cacao sur le marché international a été divisé par plus de trois depuis la fin 2024. Ce sont les grandes marques qui font leur beurre en achetant moins cher le produit de base mais en faisant grimper les prix de détail : +4 % pour Nestlé, +7 % pour Kinder et Lindt, +8 % pour Milka et +10 % pour Ferrero Rocher.

En quatre ans l'inflation sur ce produit a grimpé en France de 35 %. En bout de chaîne, ce sont bien évidemment les consommateurs qui sont chocolat !